

Mali

En 2015, le Mali a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté et mis en œuvre modestement le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées (2015-2017), qui fournit une protection et une assistance sociale aux victimes de la traite des personnes, y compris les enfants. Il a également établi un mécanisme d'orientation pour prise en charge entre la Direction nationale du travail et le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille pour que les victimes du travail des enfants reçoivent les services sociaux appropriés. Dans le nord du Mali, le gouvernement a enregistré des progrès en matière d'accès à l'éducation en rouvrant 89 % des écoles pour l'année scolaire 2014/2015. Toutefois, au Mali, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, y compris dans l'exploitation des mines d'or et la production du riz. Des enfants ont également été enlevés et recrutés de force par des groupes rebelles armés et des milices islamistes extrémistes, et certains d'entre eux ont été détenus et inculpés pour des crimes à cause de leur association avec ces groupes. Les lois relatives aux pires formes de travail des enfants n'assurent pas une couverture adéquate et des lacunes dans leur application ont laissé des enfants sans protection.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Mali, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que les dispositions du Code du travail relatives aux légers travaux soient suffisamment spécifiques pour protéger les mineurs du travail des enfants.	2015
	Veiller à ce que les dispositions et protections de la législation relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent aux enfants qui font du travail non rémunéré, temporaire ou sans contrat.	2010 – 2015
	Veiller à ce que le décret n° 96-178 soit en conformité avec la liste des emplois dangereux.	2009 – 2015
	Promulguer des lois prévoyant des sanctions pour les violations liées aux pires formes de travail des enfants, notamment l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans dans les conflits armés.	2009 – 2015
	Veiller à ce que les lois interdisent l'utilisation, le recrutement et l'offre d'enfants pour la production et le trafic de stupéfiants.	2009 – 2015
	Définir l'âge des enfants protégés par la Circulaire interministérielle relative à la prévention, la protection et le retour en famille des enfants associés aux forces et groupes armés et veiller à ce que la tranche d'âge définie soit conforme aux normes internationales.	2013 – 2015
	Mise en application	Veiller à ce que les organismes d'application des lois, y compris leurs bureaux régionaux, reçoivent une formation et des ressources adéquates pour mener des inspections et des enquêtes sur le travail des enfants, y compris ses pires formes.
Augmenter le nombre des inspecteurs du travail et des agents de la Brigade des mœurs chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants afin de couvrir toute la main-d'œuvre de façon adéquate.		2012 – 2015
Prendre des mesures pour bien faire respecter les lois sur le		2013 – 2015

	travail des enfants, en particulier dans le nord du Mali.	
	Recueillir et publier des informations sur le nombre, le type et la qualité des inspections du travail, les infractions constatées et les sanctions imposées, ainsi que les poursuites judiciaires et les condamnations relatives aux pires formes de travail des enfants.	2010 – 2015
	Veiller à ce que les peines imposées aux personnes jugées coupables des pires formes de travail des enfants soient administrées conformément à la législation.	2015
	Veiller à l'établissement d'un mécanisme officiel pour transférer les enfants vulnérables détenus par la police et la Brigade des mœurs vers les services appropriés.	2011 – 2015
	Mettre en œuvre les dispositions de la Circulaire interministérielle et du protocole signé avec l'ONU, exigeant que les enfants détenus à cause de leur association avec des groupes armés soient remis à des services sociaux ou à des agents de protection de l'enfance de l'ONU afin de pouvoir bénéficier des services de réinsertion et de protection sociale appropriés.	2013 – 2015
	Faire respecter les lois relatives aux enfants soldats, y compris concernant la poursuite des contrevenants, et faire respecter les lois relatives à l'esclavage, y compris l'esclavage héréditaire.	2012 – 2015
Coordination	Rationaliser la coordination entre les organismes gouvernementaux, notamment en assurant la coordination entre la Cellule nationale de lutte contre le travail des enfants (CNLTE) et d'autres organismes dont les responsabilités se chevauchent.	2010 – 2015
	Veiller à ce que la CNLTE reçoive un financement approprié pour mettre en œuvre le plan national de lutte contre le travail des enfants.	2012 – 2015
	Veiller à ce que le comité interministériel de prévention des violations graves commises contre des enfants se réunisse régulièrement et agisse pour remplir sa mission.	2013 – 2015
Politiques gouvernementales	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).	2013 – 2015
	Veiller à ce qu'il y ait des fonds appropriés pour bien mettre en œuvre le plan national de lutte contre le travail des enfants.	2012 – 2015
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation en prenant les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Éliminer les frais liés à la scolarité dans les écoles publiques. • Accroître les infrastructures scolaires, le nombre des enseignants et les fournitures scolaires. • Veiller à ce que les administrateurs scolaires et les enseignants autorisent les enfants sans acte de naissance à aller à l'école. • Prendre des mesures pour garantir la sécurité des enfants et des enseignants dans les écoles. • Veiller à ce que tous les enfants, quelle que soit l'ethnie à laquelle ils appartiennent, aient accès à l'éducation. 	2010 – 2015
	Développer les programmes existants afin de s'attaquer au problème du travail des enfants dans son ensemble, surtout dans les mines d'or artisanales.	2014 – 2015
	Mettre en place des programmes pour lutter contre le travail des enfants dans le domaine de la domesticité, le secteur informel, la	2009 – 2015

pêche, la mendicité forcée, l'exploitation sexuelle commerciale,
l'esclavage et la servitude pour dettes.

Étendre et améliorer les programmes ciblant les enfants dans les
conflits armés, notamment les programmes de désarmement, de
démobilisation et de réintégration des enfants soldats.

2012 – 2015